

Des professions de foi aux élections européennes de 1979

ELECTION DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
SCRUTIN DU 10 JUIN 1979



liste socialiste

avec la participation des radicaux de gauche

conduite par FRANÇOIS MITTERRAND

Françaises, Français,

Nous aurons donc attendu 22 ans. Depuis 1957, en effet, date de sa signature, le Traité de Rome qui a créé l'Europe du Marché commun prévoyait — à la demande des socialistes — que l'Assemblée européenne serait élue au suffrage universel, comme le sont en France nos propres députés. Mais, pendant 22 ans, il n'en a rien été et vous avez été écartés de l'Europe que l'on prétendait construire pour vous. Voilà pourquoi les socialistes vous appellent à participer massivement au vote du 10 juin. Ce jour-là vous pourrez enfin dire votre mot et désigner vous-mêmes les femmes et les hommes qui représenteront la France, qui parleront en votre nom. Ce jour-là vous pourrez commencer à faire de l'Europe technocratique une Europe démocratique, de l'Europe des trusts l'Europe des travailleurs, l'Europe des peuples. C'est tout. Mais c'est beaucoup.

Il ne s'agit pas, le 10 juin, de voter pour ou contre l'Europe du Marché commun. Ceux qui vous le disent vous trompent. Le Marché commun existe, faut-il le répéter, depuis plus de 20 ans et pas un seul des partis de l'Europe des Neuf, pas un seul des partis français, ne demande que son pays en sorte. Dès lors puisque la France, de l'avis de tous, y restera, notre devoir est d'y changer ce qui ne va pas et d'y défendre avec acharnement nos justes intérêts nationaux. Mieux encore, notre devoir est d'organiser cette Europe pour qu'il n'y ait jamais plus de guerre entre les peuples qui la composent, pour qu'on ne connaisse plus les conflits et les drames dont tant de générations ont souffert, pour que reculent la domination économique du capitalisme multinational comme la domination politique des deux superpuissances. Bref, les socialistes vous proposent de lutter

pour que la France joue pleinement son rôle et continue d'accomplir son destin historique dans une Europe démocratique, dans une Europe indépendante. Elle le peut. Il suffit que vous le vouliez.

Mais à qui ferez-vous confiance pour que la France vive dans l'Europe ? Parmi les listes principales qui sollicitent vos suffrages, les unes, celle du Parti communiste et celle du R.P.R., vont vers l'Europe à reculons, tandis que l'autre, celle que présente M. Barre et que conduit Mme Veil, s'y précipite par la fuite en avant.

Les dirigeants du Parti communiste ont oublié que le socialisme est, a toujours été, internationaliste et qu'il est bon pour les travailleurs français de pouvoir, demain, se retrouver au coude à coude avec les dizaines de millions de travailleurs des autres pays du Marché commun. Rien d'utile ne se fera dans la division des forces populaires, aussi bien sur le plan national que sur le plan européen. Unissons-nous pour combattre le capitalisme multinational.

En refusant de son côté l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct, le parti de M. Jacques Chirac s'est rangé sous la bannière d'un nationalisme étroit et dépassé. La France ne peut ni ne doit s'isoler. Avoir confiance en elle, c'est croire en sa capacité d'être entendue en Europe et hors de l'Europe, et de rester la France, sans craindre de prendre part à la Communauté que l'histoire, la géographie, la culture nous désignent, en attendant que l'Europe tout entière puisse se rassembler.

Quant à la liste conduite par Mme Veil, elle ne vous propose pas autre chose que

de protéger en Europe la politique que fait en France le gouvernement Girard-Barre. Les détracteurs de M. Barre l'ont montré il y a huit jours de sa liste. A lui, au figuré d'affaires cinq de ses ministres et quatre de ses anciens ministres. Il a sept ans de sa politique. A lui, Barre en connaît les résultats : vie chère, record du chômage et des dépenses en Europe. Incapables de réaliser chez nous les transformations nécessaires, les candidats de la liste de Miss Simone Veil recherchent dans l'Europe un moyen de déstabiliser le gouvernement actuel. Ne vous laissez pas abuser.

Nous, socialistes, nous cherchons une autre voie. Notre projet autogestionnaire — avec Mitterrand, mais notamment, vivra ensemble —, nous vise à changer le visage de la France et que la France soit dans l'Europe et que la France, comme en Europe ne laisse entrer la société nouvelle, plus égale, plus juste, plus fraternelle à laquelle nous croyons.

Francis Mitterrand

POUR LA FRANCE faites l'Europe avec les Socialistes

Notre liste, à laquelle participent les Radicaux de Gauche, veut :

1. Lutter pour le plein emploi et contre le chômage

- par la révision constitutionnelle des pouvoirs législatifs.
- par la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

— 30 heures par semaine à salaire complet.

— création de la commission d'emploi dans le Grand Paris.

— introduction obligatoire de congés payés.

- par la mise en œuvre progressive d'une planification européenne.

2. Étendre les droits des travailleurs

- par l'abolition des régimes antérieurs au régime du Code de Travail.
- par la mise en œuvre progressive des garanties égales.

- par la suppression de toute discrimination entre salariés et ouvriers.

- par le passage pour les salariés de régime des cotisations sociales à la charge des employeurs.

- par l'abolition des cotisations de la Sécurité Sociale et de la Sécurité Sociale des Retraités.

3. Faire adapter vos législations aux droits des femmes sur la

base des propositions des Socialistes Français.

- 4. Développer les politiques sociales prévues par le Plan et leur donner un caractère plus durable en matière de chômage et de retraite de la part de la République.

4. Mettre en œuvre une politique industrielle efficace

— par la mise en œuvre du Plan et de la planification nationale par le grand accord des pouvoirs législatifs de la France.

- à l'abri :

- d'augmenter sans cesse les investissements dans le domaine de la recherche et de la formation des chercheurs.

- d'encourager et d'organiser dans le domaine de la recherche :

- d'encourager les investissements dans le domaine de la recherche et de la formation des chercheurs.

- d'encourager les investissements dans le domaine de la recherche et de la formation des chercheurs.

5. Réformer la politique agricole

- en développant rapidement la recherche et en la rendant plus productive.

- en développant rapidement la recherche et en la rendant plus productive.

- en développant la recherche et en la rendant plus productive.

- en développant la recherche et en la rendant plus productive.

7. Préserver l'Europe des régimes et des intérêts d'Europe des différences

- 8. Étendre les droits des citoyens de l'Europe

- 9. Proposer une Charte des Droits et Libertés de l'Europe et voter les propositions des Socialistes Français.

10. Négocier l'élargissement du Marché commun et imposer le respect des principes sociaux et autres, notamment ceux qui ont été fixés à Maastricht, le 27 novembre 1976, pour une telle extension des productions et des régimes agricoles communautaires.

- 11. Réviser par le mandat de la loi de l'Assemblée le régime de la France.

- 12. Synthèse l'indépendance de l'Europe en Conseil à une coopération plus étroite avec le Tiers Monde et en faveur d'une unification de plus dans le monde.

français, français,

Notre liste fait appel à celles et à ceux qui entendent à la fois donner toutes ses chances à la France dans l'Europe et condamner la politique du pouvoir et de ses candidats. Ne les laissez pas faire à l'Europe ce qu'ils font à la France.

En votant socialiste le 10 juin, vous luttez pour le présent et changez votre avenir.

" Pour les États-Unis Socialistes d'Europe "

liste présentée par

Lutte Ouvrière et la **LIGUE COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**

(section française de la Quatrième Internationale)



Arlette LAGUILLER

Liste conduite
par



Alain KRIVINE

Travailleuses, travailleurs,

L'Assemblée Européenne pour laquelle nous voterons le 10 juin est présentée par ses partisans comme le prélude à l'unification de tous les pays d'Europe.

Mais il n'en est rien. L'Assemblée Européenne n'aura aucun pouvoir réel. Les gouvernements et les capitalistes européens ne sont pas prêts de supprimer les frontières qui existeront autant après le 10 juin qu'avant. Et leur Marché Commun est construit à l'avantage des gros industriels et des multinationales.

C'est pourquoi les travailleurs manuels et intellectuels n'ont rien à en attendre. Pourtant leur intérêt est bien d'abolir ces frontières qui ont été l'objet de tant de guerres et qui, aujourd'hui, ne servent que de cadre à la guerre économique que se font les trusts. Et seuls les travailleurs pourront vraiment unifier l'Europe, car ce sont les seuls à pouvoir créer une vaste fédération de peuples d'où seront définitivement bannis l'exploitation, le chômage et les guerres.

En réalité, l'Europe n'est pas pour grand chose dans les rivalités des quatre grands partis qui veulent monopoliser nos suffrages :

- les uns comme les autres veulent que la France continue de toute façon à faire partie du Marché Commun ;
- ni les uns ni les autres ne veulent abolir les frontières.

A droite, Chirac et son parti, le R.P.R., n'ont qu'une ambition : concurrencer Giscard d'Estaing et son parti pour prendre sa place en 1981 à la présidence de la République. Et l'objectif principal de la liste de l'actuel président de la République, conduite par Simone Veil, est de marquer des points contre la liste de Chirac afin que Giscard d'Estaing puisse trouver dans ce scrutin une caution de sa politique et de celle du gouvernement Barre.

La seule chose sur laquelle Giscard et Chirac sont bien d'accord, c'est faire payer la crise aux travailleurs, leur imposer le chômage et l'austérité.

A gauche, Marchais et Mitterrand dénoncent en parole la politique antipopulaire de Giscard et de Barre, mais ils ne veulent donner aucun moyen concret aux travailleurs de s'opposer à l'austérité.

Marchais, qui cultive le chauvinisme anti-allemand, ne souhaite qu'une chose, c'est que ce scrutin ne marque pas encore un recul du Parti Communiste par rapport au Parti Socialiste. Et Mitterrand, au nom du Parti Socialiste, souhaite le contraire pour être mieux placé lui-même, en 1981, dans la course à la présidence.

Tous ces partis qui se réclament de la démocratie ont accepté une loi antidémocratique qui fait obstacle à la représentation au sein de l'Assemblée Européenne d'autres opinions que les leurs : un député au Parlement Européen représente 1,23 % des voix, mais ils ont décidé que toutes les listes qui n'auraient pas au moins 5 % n'auraient aucun député.

Pourquoi, puisque ce Parlement n'a pas le droit de voter des lois, puisqu'il n'élit aucun gouvernement, puisqu'il ne peut rien décider ? S'ils veulent écarter les autres courants, c'est uniquement parce qu'ils veulent empêcher que s'expriment des idées qui les dérangent.

Travailleuses, travailleurs,

Que ceux qui sont d'accord avec l'austérité de Barre votent pour la liste Veil. Que ceux qui sont d'accord avec les discours réactionnaires de Chirac l'approuvent. Que ceux qui ne sont pas déçus par les retournements de veste et les renoncements de Mitterrand et de Marchais votent pour eux.

Mais vous qui ne vous sentez représentés ni par les uns, ni par les autres, vous devez infliger un désaveu à la droite qui vous opprime et un démenti à la gauche qui prétend parler en votre nom, en votant pour la liste «Pour les États-Unis Socialistes d'Europe».

L'Europe unie, ce n'est pas le Marché Commun, ce compromis de marchands à l'usage de gros industriels, mais toute l'Europe, de l'Est à l'Ouest, sans frontières, et d'où soient bannies les rivalités économiques, l'exploitation et l'oppression.

La classe ouvrière est une. Travailleurs européens et travailleurs immigrés ont les mêmes intérêts et doivent avoir les mêmes droits.

Les travailleurs d'Europe de l'Ouest doivent soutenir la lutte des travailleurs de l'Europe de l'Est contre la dictature d'une bureaucratie parasite, pour construire un socialisme démocratique.

- Si vous êtes partisan d'une Europe unie, fraternelle et libre, où aucune culture minoritaire ne soit étouffée et où chacun, aussi attaché qu'il soit à son propre pays, à sa région, à son quartier, à ce qui fait partie de sa vie quotidienne, puisse aussi se sentir chez lui partout et qu'il puisse y échanger ses idées, ses sentiments ou les fruits de son labeur sans aucune entrave ;
- Si vous refusez le programme nucléaire que les partis de droite au gouvernement ont mis en chantier, que le Parti Socialiste n'a jamais désavoué, que le Parti Communiste appuie, alors que c'est pour les intérêts des seules entreprises multinationales comme Westinghouse qu'on construit des centrales nucléaires, avant même de s'assurer qu'elles ne mènent pas à la catastrophe ;
- Si vous êtes partisan de l'égalité des droits des femmes et des hommes, du droit des femmes comme des hommes à avoir un emploi, du droit des femmes à l'avortement et à la contraception libres et gratuits ;
- Si vous voulez affirmer que, face à la crise économique, à l'inflation, au chômage qui frappent la classe ouvrière d'Allemagne ou d'Angleterre comme celle de France ou d'Italie, la force du mouvement ouvrier c'est la solidarité des travailleurs de toute l'Europe, c'est leur unité d'action pour imposer le maintien du niveau de vie et la semaine de 35 heures sans diminution de salaire ;
- Si vous voulez affirmer votre hostilité au chauvinisme comme au racisme, ainsi qu'à tout ce qui ne sert qu'à diviser les travailleurs et les peuples ;

DITES-LE EN VOTANT POUR LA LISTE «POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE».

Bien sûr, nous sommes ce qu'on appelle des minoritaires. Mais qu'est-ce que cela changerait qu'il y ait, au lendemain du 10 juin, 19 députés du Parti Communiste et du Parti Socialiste plutôt que 21, dans ce Parlement Européen de 410 députés ? Rien ! Si le Parti Socialiste se renforçait un peu au détriment du Parti Communiste, ou l'inverse, cela ne ferait qu'alimenter encore leur querelle. Mais qu'il y ait quelques députés révolutionnaires, cela fera entendre une autre voix que les discours respectueux que l'on a coutume d'entendre dans les Parlements. Et c'est cela que nous vous demandons de faire par votre vote.

Nous ne vous disons pas : «Votez pour nous et nous changerons votre sort». Nous vous disons : «Votez pour nous et vous serez représentés au Parlement Européen. On vous entendra et on entendra ce que vous pensez car, nous, nous le dirons».

Les grands partis veulent nous refuser le droit à la parole et monopoliser le débat politique en empêchant que s'expriment les idées qu'ils combattent. Donnez-nous les 5 % nécessaires pour passer leur barrage. Ouvrez le Parlement Européen à d'autres idées que les leurs. Votre voix peut nous permettre d'atteindre les 5 % derrière lesquels ils veulent se protéger.

**Votez pour la liste
«Pour les États-Unis Socialistes d'Europe»**

Arlette LAGUILLE

Alain KRIVINE

ELECTION DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES DU 10 JUIN 1979

avec

Jacques CHIRAC / Michel DEBRE



**DEFENSE
DES INTERETS
DE LA FRANCE
EN EUROPE**

FRANÇAIS, FRANÇAISES LA FRANCE, LE 10 JUIN, A BESOIN DE VOUS

Il s'agit de savoir la place que la France aura demain, dans l'Europe et dans le monde. Il s'agit de choisir entre une France forte et prospère ou une France de la mollesse et de l'abandon. En élisant les 81 représentants de notre pays à l'assemblée européenne, vous engagerez l'avenir de notre peuple. Vous avez le droit, vous avez le devoir de vous montrer exigeants. Vous devez être sûrs que vos élus défendront sans équivoque :

- l'idée que vous avez de la France,
- vos intérêts,
- l'Europe que de GAULLE et POMPIDOU ont voulue.

L'organisation de l'Europe est une nécessité

Nous sommes des partisans de l'Europe, pour élargir nos marchés, coopérer avec nos partenaires, définir des actions utiles à la paix et à la prospérité de tous. Nous nous souvenons, par exemple, que la politique agricole commune, imposée par le Général de GAULLE aux autres états qui n'en voulaient pas, a permis pendant quelques années un vigoureux essor de ce secteur essentiel.

Mais aujourd'hui l'Europe piétine

Aucune action nouvelle n'a été définie, ni pour les industries où l'emploi est menacé, ni pour l'énergie, ni pour les industries d'avenir - y compris l'aéronautique - ni pour la recherche.

La politique agricole est elle-même atteinte : le revenu des agriculteurs baisse ; par le jeu des « montants compensatoires », nos concurrents se trouvent subventionnés quand ils vendent chez nous et nos propres produits sont, à l'inverse, pénalisés.

Le marché commun est menacé

Le Traité de Rome avait prévu une protection des activités économiques du marché commun par un tarif douanier à l'égard des pays extérieurs à la communauté. Sous la pression d'autres pays et pour servir les intérêts de certains états membres, ce tarif protecteur a été mis en pièces et nos industries subissent maintenant des concurrences sauvages et des pratiques commerciales déloyales. L'Europe passoire importe du chômage !

L'Europe a cessé de vouloir être elle-même, c'est-à-dire indépendante

Nos partenaires cèdent aux pressions étrangères, au détriment des intérêts européens et en particulier des nôtres (pensons au fameux « marché aéronautique du siècle », où certains de nos partenaires ont préféré un avion américain à un avion français). Nous voulons une Europe bâtie sur les nations européennes. L'Europe ne s'organisera pas sur l'effacement de la France.

FRANÇAIS, FRANÇAISES, DEFENDEZ LA FRANCE, DEFENDEZ L'EUROPE

Une France forte est la clef de l'Europe

Si nous continuons à nous enfoncer dans la crise, dans le chômage, dans la stagnation et l'inflation, la France ne sera plus entendue ; elle sera traitée comme un malade et on lui imposera un destin qu'elle n'aura pas choisi. Il faut par le vote du 10 juin :

- que vous disiez **NON** au chômage,
- que vous disiez **NON** à la politique de récession,
- que vous disiez **OUI** à la politique d'expansion et d'emploi qu'exige l'avenir de la France et de nos enfants.

C'est à la France de faire l'Europe et non à l'Europe de faire la France.

Ne croyez pas ceux qui vous demandent de laisser les 15 000 technocrates de Bruxelles prendre en main votre destin. Seuls les Français ont intérêt au développement et au progrès de la France. Personne ne servira leurs intérêts si ce n'est eux-mêmes.

Pas de démission ! Pas d'illusion ! C'est pourquoi nous vous proposons d'élire des hommes et des femmes qui défendront les exigences supérieures de la France.

Il faut :

- 1 — *Respecter les acquis de la politique agricole commune, arrêter sa dégradation et assurer le développement de l'agriculture française.*
- 2 — *Renforcer sans tarder la protection du marché commun pour lutter contre les concurrences sauvages ou déloyales.*
- 3 — *Encourager les industries de pointe, la recherche et l'innovation technologique sous toutes ses formes.*
- 4 — *Assurer une égale protection sociale pour éviter les handicaps de concurrence et développer une action sociale vigoureuse.*
- 5 — *S'opposer à tout ce qui encouragerait une domination étrangère et stériliserait les activités françaises et, à cette fin, contrôler la circulation des capitaux étrangers, les sociétés multinationales et l'établissement des professionnels en provenance d'autres pays.*
- 6 — *Veiller à la promotion des départements et territoires d'outre-mer.*

Atteindre ces objectifs suppose une volonté ferme et tenace au service de la France et des Français. Cela suppose aussi de ne pas reculer ni faiblir quand la situation est grave et l'avenir inquiétant.

Françaises, Français, donnez votre confiance à la liste conduite par Jacques CHIRAC et Michel DEBRÉ. Nos candidats ne plieront pas quand vous leur aurez donné mission de vous défendre. Ils sauront se battre quand il le faudra. Il le faudra dès demain pour que vive la France.

Vu les Candidats



DEFENSE des INTERETS de la FRANCE en EUROPE



Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

LE 10 juin, vous allez élire les représentants de la France à l'Assemblée européenne.

Le Parti communiste français propose à vos suffrages une liste composée d'hommes et de femmes à l'image de la diversité de notre pays, de ses régions. Elle comprend aussi des

personnalités comme Emmanuel Maffre-Baugé et Robert Chambeiron qui ne sont pas communistes, mais ont accepté, en gardant leur totale liberté de jugement, d'agir avec nous pour plus de justice et de liberté, pour une France indépendante et une Europe démocratique.

Les uns et les autres m'ont demandé de m'adresser personnellement à chacune et chacun d'entre vous. Je le fais sans détour, comme à l'accoutumée avec franchise.

Je sais quels sont vos soucis, vos problèmes, vos difficultés. Vous êtes légitimement inquiets de ce qui se passe dans notre pays, des travailleurs qu'on licencie par dizaines de milliers, des entreprises et des bureaux, des écoles et des laboratoires qu'on ferme, des vignes qu'on arrache, des régions qu'on sacrifie.

C'est déjà là une bonne raison de voter communiste car, vous le savez d'expérience, le Parti communiste français est, et sera toujours à vos côtés pour défendre vos droits.

Aujourd'hui on vous répète sur tous les tons que ces maux dont vous souffrez, l'Europe va les résoudre.

Mais je veux attirer votre attention. Cette Europe, il y a plus de 20 ans qu'elle existe.

Cela fait maintenant vingt-deux ans que le Marché commun a été créé. A l'époque, tous les partis politiques y ont participé. Tous vous ont promis que l'Europe serait la chance de nos ouvriers, de notre agriculture, la chance de la France. Tous, sauf le Parti communiste français.

Eh bien ! aujourd'hui vous pouvez juger. Ils vous ont trompés ! Leur Europe, c'est 7 millions de chômeurs, la vie plus difficile, les atteintes aux libertés, la dépendance à l'égard de l'étranger. C'est l'Europe des riches et des gros. Le 10 juin vous la condamnez. En votant communiste, vous soutiendrez ceux qui vous ont dit la vérité.

A nouveau, nous vous disons attention ! Ils veulent aller plus loin, ils veulent frapper plus fort.

Ils veulent élargir le Marché commun à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal. Ce serait — des rapports officiels le confirment — un désastre pour la France, pour son industrie et son agriculture, pour des régions entières.

Ils veulent utiliser votre voix pour organiser à l'échelle de l'Europe capitaliste la domination sans entrave de quelques géants de l'industrie et de la finance, l'exploitation sans entrave des travailleurs et des peuples.

Ce serait plus de chômage, d'austérité et de misère, plus de casse de nos usines, de nos écoles, de nos universités, notre recherche, nos techniques sacrifiées. Ce serait moins de libertés, car c'est pour faire cette Europe-là, pour aligner la France sur ce qui

se joint au Programme fédéral, que Claude Estlin ait en outre le droit de gouverner
de manifestation, des droits acquis clairement par vos aïeux.

Vous vous appelez à dire, avec nous, que le monde nous conteste la France,
comme nos parents.

Vous nous faites le 10 juin, c'est le seul moyen de dire non, respectivement
non, à l'alignement du Marché commun, c'est le seul moyen de nous donner l'Europe
de l'Europe, de l'Assemblée, de l'Assemblée et de la réalité.

Ce non nous sera prouvé clairement par nos États indépendants, libre et
souverain.

Pour rester à nos bras parents, les dirigeants de pays à l'ouest ne peuvent pas
sans cesse de nous laisser, à grande voix, nos délégués.

Il nous faut aller à Bruxelles ou à Rome, et non plus à Paris, que se trouvent
les décisions essentielles concernant le 10 juin. Ils veulent intégrer l'Europe
dans une zone culturelle européenne et atlantique. Ils ne veulent pas s'aligner
sur des normes autres nationales, mais toutes nos cultures nationales, nos cultures
régionales dans le monde atlantique. Ils veulent affaiblir la France en base sans
cesser de nous faire peur l'Assemblée fédérale et les États-Unis.

Nous sommes pour notre part la perspective de ce défilé. Pour ce 10 juin
la France a suffisamment d'atouts pour défendre l'avenir avec confiance, pour jouer un
grand rôle dans le monde.

Malgré l'indépendance nationale et à son tour à cet effet, le repliement, la séquestration
de la solidarité et de la coopération. Tout au contraire, c'est dans l'indépendance et la
liberté, ce n'est pas évidemment elle-même, que la France peut agir avec efficacité pour une
Europe réunie.

Vous nous faites, c'est dire à l'Assemblée européenne des hommes et des
hommes dont vous nous faites qu'ils défendent leur zone capital, votre zone de
vie, votre avenir, vos règles, vous dire de nous, nous dire, nous dire.

C'est dire des hommes et des femmes qui, au sein de cette Assemblée, se trouvent
en reconnaissance de leur pays qui veulent agir pour une Europe des travailleurs, de
progrès social, de démocratie, pour une Europe de coopération et de paix.

Précisons à nous-même que le même jour de 1978 que nous sur nos terres, que
nous-mêmes sur le gouvernement qu'il faut à la France, sur la chute de nos aïeux.

Nous nous sommes dit que les dirigeants de 1978, nous nous sommes dit que
de la base quand ces problèmes seront posés. Pour notre part, nous sommes que c'est
l'avenir de notre peuple, que celui-ci doit pouvoir décider librement de son destin.

Vous partagez le souci de préserver ce droit inaliénable de notre peuple, pour
défendre l'indépendance nationale et garantir de maintenir les offices. Et le seul
moyen de le faire, c'est de voter pour la ligne présentée par le Parti communiste
français.

Le 10 juin, pour la première fois depuis longtemps, l'élection sera libre à la
proportionnelle. Cela signifie que toutes les voix se portent sur la liste présentée par le
Parti communiste français seront regroupées au plan national et que de ce seul
départ le mandat de député de cette liste à l'Assemblée européenne.

Ainsi, cette fois, ce que nous vous, vous, vous, vous.

Chaque fois que vous se portent sur notre liste sera une voix utile, une voix pour le
progrès social, une voix pour la France, une voix pour l'Europe des travailleurs, de la
démocratie et de la paix.

G. Mouton

Georges MOUTON, député

Président du Parti communiste français - 1978

100

UNION

DE DEFENSE INTERPROFESSIONNELLE
POUR UNE FRANCE INDEPENDANTE
DANS UNE EUROPE SOLIDAIRE

UDIP-FIDES

Philippe MALAUD

Pierre FOUJADE

Jacques MEDETS

NOTRE PROFESSION DE FOI

selon des votes de la liste au sein, pour votre information,
N'EST PAS UN BULLETIN DE VOTE.

La famille des 8 s'est abstenue du monopole de l'information et s'est tournée aux frais des contribuables. Or, la France ne se réduit pas aux 8 partis : PC, PS, RPR, LOF.

Nous venons que politiquement s'expriment tous ceux qui refusent leur démission.

Cette liste de représentants professionnels veut réintroduire dans le débat, l'Europe qui en a besoin. Elle ne fait pas reconnaître à Strasbourg les erreurs technocratiques dont nous souffrons chaque jour dans votre vie personnelle, familiale et professionnelle. La nouvelle assemblée devra résoudre des problèmes concrets. Au premier rang figure la réduction pour les Français des charges fiscales et sociales de nos contribuables, de nos consommateurs et de nos entreprises, démodés comme nous par ailleurs par la main de vie de l'Etat Français et les contraintes bureaucratiques.

Défenseurs des droits de l'homme et du citoyen, nos représentants à Strasbourg selon les vœux à combiner pour les 3 principes fondamentaux

Liberté

Liberté d'expression dont nous sommes totalement privés au profit du monopole des partis.

Liberté pour l'entreprise individuelle, pour les agriculteurs, les artisans et les commerçants, promoteurs intenses d'emplois, étouffés par le poids de la bureaucratie et des impôts. Liberté du travail, liberté syndicale. Défense de la propriété privée. Droit de l'épargne et du logement d'appartenir à des prix raisonnables l'Etat et autres collectivité (PCC, ZIP...) Sécurité des biens et des personnes.

Egalité

Les travailleurs indépendants, les exploitants familiaux agricoles, les PME et PMI, particulièrement assaillis et opprimés par les fonctionnaires, les bureaucrates, les monstres d'Etat, les super-concentrations industrielles et commerciales, devront bénéficier d'une égalité de traitement, de justice et de droits. Les femmes doivent avoir la possibilité de choisir entre travailler ou bénéficier d'un salaire familial décent. Les jeunes travailleurs leurs aspirants et leur parents / grands parents qui leur d'ailleurs peuvent être utiles à condition que les femmes puissent choisir d'être désignées.

Fraternité

Projet à ceux qui ne peuvent faire entendre leur voix ou disparaître dans la nuit technocratique, opportuniste... Solidarité avec les travailleurs sans emploi, avec les retraités, et reconnaître les Français de confession islamique. Reconnaissance des valeurs traditionnelles. Respect de l'enfant, de la femme gestante de la famille.

Franciens, Français, le 10 juin 1979, exprimons l'intention à Paris le but et qui submerge le pays. Missions ensemble une Europe solidaire et pacifique.

NE LAISSEZ PAS FAIRE L'EUROPE PAR CEUX QUI DÉFONT LA FRANCE

VOTER POUR LA LISTE UDIP-FIDES, C'EST DÉFENDRE VOS INTERETS

Vous pouvez consulter votre dossier et obtenir des explications complémentaires, en écrivant à

Philippe MALAUD

Pierre FOUJADE

8, rue du Cili Schwabing - 75018 Paris

40, rue d'Argout - 75002 Paris

COMITE D'ACTION DES SOCIO-PROFESIONNELS

101, rue de Richelieu - 75002 Paris

Madame, Monsieur, Madame

Pour la première fois le 10 juin prochain, nous choisirons les représentants de la France à l'Assemblée des Communautés européennes.

C'est un choix important pour la France, l'Europe, pour le monde, à cette époque où l'Europe et les Français, dans un monde difficile, nous avons besoin de prendre le plus de responsabilité possible pour nos intérêts. C'est à l'Europe et au travail de tous, nous avons besoin de votre présence, d'initiative et d'expérience, d'indépendance, d'initiative et d'expérience.

C'est la conviction profonde que nous avons l'Europe et la solution de l'Europe nous sera plus que jamais nécessaire, pour préserver l'indépendance de la France dans un monde instable et dangereux. Pour sauvegarder la liberté et la démocratie, pour résoudre les grands problèmes, à commencer par celui de l'emploi.

C'est pourquoi je vous demande, pour vouloir l'Europe européenne du Président de la République, de voter le 10 juin prochain pour la liste que je vous propose.

Nous élirons ainsi des hommes et des femmes qui prépareront, à l'Assemblée des Communautés européennes, notre avenir et celui de nos enfants.

Ensemble nous agirons pour la France en Europe, pour que la France gagne.

C'est un choix



Votez pour la liste
Union pour la France en Europe.